

Koch Industries

ou les rouages occultes de la machine climatosceptique

La plupart d'entre nous n'ont certainement jamais entendu parler de Koch Industries. Pourtant, cette compagnie est l'une des plus grandes multinationales privées américaines, avec des filiales opérant dans plus de 60 pays. Mais elle ne vend aucun produit en nom propre, n'est pas cotée en bourse et ne répond pas aux mêmes obligations de publication que les entreprises cotées. Bien que Koch Industries s'efforce de rester discrète, elle joue un rôle primordial dans le débat politique très médiatisé sur les changements climatiques qui agite actuellement les États-Unis.

Koch Industries est devenue la véritable cheville ouvrière du déni climatique et de l'opposition aux énergies vertes. Elle s'est notamment associée au groupe ExxonMobil, à l'American Petroleum Institute (organisme représentant les compagnies pétrolières américaines) ainsi qu'à d'autres bailleurs de fonds pour soutenir des organismes "écrans" qui, outre-Atlantique, s'opposent à l'adoption d'une politique progressiste sur les énergies vertes et les changements climatiques. Entre 2005 et 2009, les fonds attribués par Koch à ces groupes qui huilent la "machine à nier le dérèglement climatique" ont même dépassé ceux versés par ExxonMobil: 9,1 millions de dollars pour Exxon, contre 24,9 millions de dollars pour les fondations subventionnées par Koch.

Qui est Koch Industries?

Koch Industries, dont le siège social est situé au Kansas, est un vaste conglomérat d'entreprises opérant principalement dans le secteur de la pétrochimie. Avec des revenus annuels estimés à 100 milliards de dollars, Koch Industries est présente dans près de 60 pays et emploie 70'000 salariés environ. La plupart des activités de cette multinationale sont méconnues du grand public, à l'exception de quelques produits tels que les cotons DemakUP® ou encore le papier-toilette Lotus®, appartenant à sa filiale Georgia-Pacific Corporation. Ces dernières années, Koch Industries a occupé les deux premières places du classement Forbes des plus grosses sociétés non cotées. Elle se positionne actuellement en deuxième place, derrière Cargill.

Les deux frères Charles et David Koch détiennent chacun 42% des parts de la société. Une partie des revenus de la multinationale est reversée dans trois fondations américaines, également contrôlées par les frères Koch.

Le réseau dense et bien structuré de Koch Industries se compose de lobbyistes, d'anciens dirigeants d'entreprises et d'organismes divers. Son but: développer un véritable flux de désinformation destiné à être répandu par les diverses entités financées par Koch. Cette campagne de propagande est donc ensuite reprise, reformulée et diffusée à travers la toile de groupes politiques et de cercles de réflexion subventionnés par Koch.

À plusieurs reprises – sur lesquelles le rapport de Greenpeace revient en détail – les organisations financées par les fondations de Koch ont été les premières à donner l'assaut contre la science du climat, les climatologues, les emplois verts et les énergies renouvelables, et s'efforcent de freiner les progrès de la législation sur le climat aux États-Unis.

Le rapport de Greenpeace plonge dans l'univers de Koch Industries, de ses filiales ainsi que des fondations sous contrôle de la compagnie ou de la famille Koch qui financent des organismes diffusant des informations inexactes et mensongères sur la science du climat et les politiques de développement des énergies renouvelables. Les recherches menées par Greenpeace portent notamment sur les frères Koch, personnalités qui figurent sur la liste des dix plus grosses fortunes américaines et contrôlent les dépenses du groupe dans le domaine politique. Le rapport se penche également sur les liens financiers entre les fondations du groupe Koch et de nombreuses organisations et "sociétés-écrans" conservatrices et libérales. Les activités financées par les groupes contrôlés par Koch sont passées au crible, ainsi que l'impact du combat mené par la multinationale pour nier le dérèglement climatique et saper la politique environnementale aux États-Unis. L'étude de Greenpeace comporte en outre des études de cas sur les affaires suivantes:

- Le scandale du "Climate gate": au moins 20 organismes financés par le groupe Koch se sont fait les porte-paroles du "Climate gate", scandale déclenché par le piratage et la diffusion d'une partie de la correspondance des climatologues de l'université britannique d'East Anglia, en novembre 2009. Ces organismes ont affirmé que les mails dérobés révélaient une véritable "conspiration" des climatologues, remettant en question le consensus scientifique sur le dérèglement climatique.

- Article pseudo-scientifique sur l'ours polaire: l'auteur de l'article a reconnu avoir bénéficié du soutien financier d'Exxon Mobil, de l'American Petroleum Institute et de la fondation de Charles G. Koch. Cet article, publié dans le Journal of Ecological Complexity et censé examiner les impacts du dérèglement climatique sur l'Arctique et les ours polaires, était présenté comme un "point de vue", et non comme une nouvelle recherche scientifique. En effet, il n'avait été soumis à aucune évaluation par les pairs. Des glaciologues et des spécialistes de l'ours polaire ont critiqué cette publication qui, selon eux, ne contient "aucune donnée scientifique nouvelle" et tire des "conclusions sans fondement". Toutefois, de nombreux groupes financés par Koch et Exxon ont rediffusé en boucle les conclusions de l'article à travers leurs sites internet et d'autres supports média, soutenant que les ours polaires ne sont pas menacés par les changements climatiques. D'autres organismes financés par Koch ont annoncé qu'ils poursuivraient en justice le gouvernement américain s'il décidait de protéger l'ours polaire en le classant dans la liste des espèces en voie de disparition.

Pendant des années, ouvertement ou de façon dissimulée, le groupe ExxonMobil s'est fait l'ambassadeur des climato-sceptiques au sein du débat sur les changements climatiques outre-Atlantique. Toutefois, après avoir publié des informations erronées, jeté le discrédit sur les climatologues et fait pression sur les actionnaires, les sénateurs et les organisations scientifiques pendant plus de dix ans, le nouveau PDG d'ExxonMobil a décidé de mettre en oeuvre une nouvelle stratégie de relations publiques et de modérer les déclarations du groupe sur le dérèglement du climat: "Nous avons cessé de financer plusieurs groupes de recherche dont la position vis-à-vis des changements climatiques contribue à détourner l'attention d'un débat important: comment le monde parviendra-t-il à garantir l'approvisionnement énergétique nécessaire à sa croissance, tout en adoptant une démarche responsable du point de vue environnemental?"

En dépit de cette déclaration, ExxonMobil continue de soutenir des dizaines d'organismes évoluant dans la sphère du déni climatique, à coup de millions de dollars de subventions annuelles². Toutefois, au cours des dernières années, le groupe a appris à ménager l'opinion publique et a diminué, quoique modérément, le montant des contributions qu'il verse à un certain nombre d'organisations "sceptiques" de premier plan. Ainsi, bien que Koch Industries continue de jouer profil bas vis-à-vis du grand public, les subventions qu'elle accorde à ces organismes dépassent désormais celles d'Exxon.

D'après le rapport de Greenpeace, entre 2005 et 2008, Koch Industries a accordé des subventions à pas moins de 40 organismes alimentant le climato-scepticisme, dont:

- plus de 5 millions de dollars à la fondation Americans for Prosperity (AFP) pour sa campagne "Hot Air Tour", au cours de laquelle une montgolfière a sillonné tous les États-Unis, avec pour objectif de répandre des informations erronées sur la science climatique et s'opposer à l'adoption d'une législation qui instaurerait un système de plafonnement et d'échange des émissions et favoriserait les énergies vertes;
- plus d'un million de dollars à la Heritage Foundation, pilier de la désinformation sur les problématiques climatiques et environnementales;
- plus d'un million de dollars au Cato Institute, fondation libérale qui remet en question les preuves scientifiques du dérèglement climatique et conteste l'opportunité de mesures visant à remédier aux changements climatiques; cet institut a également participé à la montée en épingle de l'affaire du "Climate gate";
- 800'000 dollars au Manhattan Institute. Ces deux dernières années, ce laboratoire du néo-conservatisme a invité à plusieurs reprises Bjorn Lomborg à s'exprimer lors d'événements organisés par l'institut. Ce climato-sceptique s'oppose à la prise de mesures politiques pour lutter contre le dérèglement climatique;
- 365'000 dollars à la Foundation for Research on Economics and the Environment (FREE), qui prône la passivité face au dérèglement du climat, puisqu'il s'agit d'un phénomène "inévitabile" et que toute initiative s'avérerait "extrêmement coûteuse";
- 360'000 dollars au Pacific Research Institute for Public Policy (PRIIP), groupe de réflexion qui a soutenu et financé le film "An Inconvenient Truth or Convenient Fiction³" (Une vérité qui dérange Ou une fiction qui accommode), en réponse au documentaire du vice-président Al Gore. Le PRIIP a également menacé de poursuivre en justice le gouvernement américain s'il décidait d'inclure l'ours polaire à la liste des espèces en voie de disparition;
- 325'000 dollars à la Tax Foundation, qui a publié une étude comportant des données mensongères sur les coûts de la législation climatique actuellement étudiée par le Congrès américain.

Et cette liste n'est pas exhaustive. Les subventions directement accordées aux diverses organisations ne sont pas publiées, que ce soit par les membres de la famille Koch ou par les dirigeants des sociétés du groupe.

En revanche, les contributions versées par le biais du Comité d'action politique (PAC) de Koch sont obligatoirement rendues publiques. Depuis le début du cycle électoral américain en 2006, les fonds attribués par la PAC de Koch aux candidats à la présidentielle dépassent ceux de toutes les autres compagnies pétrolières⁴. Au cours de cette période, Koch Industries et ses dirigeants ont ainsi versé 2,51 millions de dollars aux candidats, contre 1,71 million pour Exxon, 1,68 million pour Valero et 1,22 million pour Chevron.

Les dirigeants de Koch et leurs familles ont également d'autres cordes à leur arc pour influencer la vie politique américaine, notamment en pratiquant un lobbying directement à l'échelon fédéral et en subventionnant certaines campagnes. Au cours des dernières années, le groupe, ses employés et les membres de la famille Koch ont ainsi "investi":

- 37,9 millions de dollars, entre 2006 et 2009, dans le lobbying direct sur des questions énergétiques et pétrolières; dans ce domaine, le groupe est surclassé uniquement par ExxonMobil (87,8 millions de dollars) et Chevron (50 millions de dollars);

- 5,74 millions à travers son PAC en faveur des candidats, des comités et des dépenses liées à la campagne électorale, depuis le début du cycle électoral en 2006;

- 270'800 dollars en faveur des différents comités du parti politique républicain depuis le début du cycle électoral américain, en 2006.

Les frères Koch, magnats du pétrole et du gaz, ont en effet tout intérêt à empêcher l'adoption d'une législation favorisant les énergies renouvelables, et au contraire à pérenniser la dépendance de nos économies envers les combustibles fossiles

Notes:

1. Site Internet d'ExxonMobil, Energy & Environment: Our Views on Climate.
www.exxonmobil.com/Corporate/energy_climate_views.aspx
2. Site Internet ExxonSecrets: www.exxonsecrets.org
3. An Inconvenient Truth or Convenient Fiction? <http://www.aconvenientfiction.com/>
4. Principales contributions des compagnies pétrolières et gazières en faveur des candidats et des partis politiques: <http://www.opensecrets.org/pacs/industry.php?txt=E01&cycle=2010>
Site officiel de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) :
www.bafu.admin.ch/klima/index.html?lang=fr